

Madame, Monsieur,

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Nous avons bien reçu le questionnaire du « **Collectif pour un audit citoyen de la dette publique** ». Représentants d'une organisation politique, le PCF, qui apporte son soutien national et local au collectif, et candidats lors de ces élections législatives au nom d'un rassemblement, le Front de gauche, qui nous rassemble avec le PG, la GU, la FASE et de nombreux citoyens et syndicalistes impliqués dans le mouvement social, nous partageons les valeurs et les objectifs nationaux et locaux du collectif.

C'est le prolongement d'un combat civique et politique qui nous a déjà rassemblés dans de nombreuses circonstances qu'il s'agisse de la bataille pour un Non de gauche au TCE en 2005, ou de la lutte plus récente face à la contre réforme des retraites.

Vous trouverez ci-dessous des éléments plus détaillés de réponses à vos questions, mais dans cette introduction nous souhaitons insister sur quatre éléments :

1) Ce n'est pas une crise de la dette publique

Une oligarchie financière, médiatique et politique fait du thème du « crise de la dette publique » un vecteur idéologique majeur pour imposer et aggraver des politiques d'austérité salariale et sociale.

Cela représente un triple mensonge :

-Loin de concerner seulement la question de la « dette publique », la crise financière trouve ses racines dans la course, souvent spéculative, à la rentabilité privée [cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et fortunes, captation de la création monétaire, y compris de la BCE, au profit des marchés financiers et du sauvetage des banques, bulles spéculatives comme celle de l'immobilier en Espagne, coût pour les finances publiques du sauvetage des banques (Dexia, etc...)] . Nous vivons la crise de la course effrénée à la rentabilité du capital privé qui répand ses conséquences négatives sur les finances publiques. Et non pas une crise due à des dépenses publiques et sociales utiles trop élevées.

-Les potions amères de l'austérité aggravent le mal et représentent des impasses : l'exemple grec est là pour l'illustrer dramatiquement ; mais également la montée du chômage en France ou l'extension du phénomène des travailleurs pauvres, notamment chez les jeunes et les femmes.

-Si la charge de la dette représente un coût important pour les finances publiques, (alors que ce n'est même pas une dette accumulée pour des motifs économiques et écologiques utiles) , elle est par contre une rente, récurrente et largement indue, captée par les marchés financiers. D'où la légitimité de la démarche d'audit pour mettre en lumière la part illégitime de cette dette publique.

2) Se battre à la fois sur le plan national et européen, sur le front social comme sur le plan politique

-La situation bouge en Europe et la contestation des politiques d'austérité s'étend. Déjà l'action des Forums Sociaux avaient permis des convergences. La dynamique des Attac d'Europe est également utile, comme l'a montré la récente manifestation de Francfort face à la BCE. Sur le plan syndical, la prise de position nouvelle de la CES contre le traité « Merkozy », est porteuse d'avenir.

-Sur le plan politique des éléments positifs interviennent également. Déjà et depuis de longues années, l'action au Parlement Européen du groupe de la GUE-NGL porte. On se souvient par exemple de la révélation par Francis Wurtz de la partie économique du TCE en 2004. Depuis des forces se sont regroupées au sein du Parti de la Gauche Européenne, dont celles du Front de gauche en France et de Syriza en Grèce. Elles portent sur le plan politique l'action et le rassemblement pour stopper les politiques d'austérité et faire émerger un autre Europe, une transformation profonde de l'actuelle UE.

3) L'enjeu des législatives en France

Nous partageons toutes et tous la satisfaction d'avoir éliminé Sarkozy lors de la Présidentielle, et les 4 millions de voix du candidat commun du Front de gauche, Jean Luc Mélenchon y ont puissamment contribué. Et nous voulons bien entendu lors de ces législatives parachever cette défaite d'une droite « austéritaire ».

Mais ce n'est faire injure à personne que de dire que les déterminations à gauche face aux politiques d'austérité et notamment les traités européens qui tendent à les sanctuariser et les amplifier, ne sont pas les mêmes.

Sans remonter au débat sur le TCE de 2005, les prises de position et les votes aux Parlements, européen et français, intervenus au premier trimestre 2012, sur les deux traités liés du TSCG (Traité Européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) et du MES (Mécanisme Européen de Stabilité) sont préoccupants.

Nous partageons l'analyse, encore reprise ce mois ci dans le Monde Diplomatique par Raoul Marc Jennar que ces textes représentent « *deux traités pour un coup d'Etat Européen* », et nous voulons que le TSCG, même « renégocié » ou « complété », fasse l'objet d'un débat public et soit soumis à référendum.

Mais il est particulièrement dommageable que par leurs votes, à Strasbourg puis à Paris, l'essentiel des élus EEVL et PS, se soient abstenus voire aient votés pour le MES, permettant sa ratification et obérant une détermination possible contre les politiques d'austérité et le chantage de la dette.

Le nombre de voix, partout en France, comme le nombre d'élu-e-s du Front de gauche dans la future Assemblée Nationale seront, sur le plan politique, importants pour peser en faveur d'un autre rôle moteur de la France en Europe face aux politiques d'austérité. Pour conquérir dans le pays des mesures et des lois qui répondent aux urgences sociales, à commencer par un meilleur partage des richesses entre le travail et le capital, bref une réelle politique de gauche.

4) Une question de démocratie

Au travers de la question de la dette c'est une question de démocratie qui est posée. Celle de reprendre le pouvoir sur la création monétaire, les banques, le crédit et son orientation. Celle de s'émanciper de la domination des marchés financiers. Question démocratique, essentielle pour une autre Europe et une refondation de l'UE, pour une 6^{ème} République en France et aussi dans ses prolongements locaux pour une maîtrise citoyenne des budgets des collectivités locales.

Les réponses que vous trouverez dans cette lettre s'inspirent bien sûr de la cohérence de la démarche de notre programme « L'Humain d'abord », que vous pouvez notamment consulter sur <http://www.pcf.fr/18541> , et notamment son chapitre « Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers <http://www.pcf.fr/18209> .

Permettez nous enfin une invitation afin de prolonger ces échanges, celle de nous rencontrer lors de la Fête du Château qui aura lieu à Nice les 30 juin et 1^{er} juillet prochains. Lors de cet événement, à la fois populaire et démocratique, une large place sera accordée aux alternatives européennes face aux politiques d'austérité. Notamment le dimanche, avec la participation d'invités grecs, italiens, espagnols, allemands, ...et la présence de Pierre Laurent, actuel responsable national du PCF, qui préside le Parti de la Gauche Européenne. Au lendemain du sommet européen de fin juin, et après les élections grecques, ce sera à l'évidence un moment politique important.

Cordialement à vous

Cécile Dumas, candidate dans la 7^{ème} circonscription des Alpes Maritimes et secrétaire départementale du PCF

Robert Injey, candidat dans la 1^{ere} circonscription des Alpes Maritimes,

Frédérique Cattaert, candidate dans la 2^{ème} circonscription des Alpes Maritimes

Francis Tujague, candidat dans la 4^{ème} circonscription des Alpes Maritimes

Emmanuelle Gaziello, candidate dans la 5^{ème} circonscription des Alpes Maritimes

Sylvie Rolly, candidate dans la 8^{ème} circonscription des Alpes Maritimes

Pierre Bernasconi, candidat dans la 9^{ème} circonscription des Alpes Maritimes

Annexe : sur le questionnaire

1) Audit citoyen de la dette publique

-Soutiendrez-vous, à l'assemblée nationale, la mise en place d'un audit citoyen de la dette de l'État et des collectivités locales afin de déterminer l'origine et la légitimité, voire la légalité, de tout ou partie de cette dette ?

Réponse : Nous sommes évidemment favorables à la mise en place d'un tel audit citoyen, et que les organismes ou administrations publiques (Banque de France, Commissions parlementaires, Cour des Comptes et Cours régionales des Comptes, INSEE, Directions du ministère de

l'économie et des finances, ...) facilitent l'accès aux informations utiles et à une transparence sur ces questions financières.

-Envisagez-vous de soutenir une restructuration de la dette publique qui s'appuie sur les résultats de cet audit citoyen afin de redonner des marges de manœuvre aux finances publiques de la France ?

Réponse : Oui, il faut aller vers des renégociations et des restructurations de dettes en France comme en Europe, comportant des abandons de créances illégitimes de la part des marchés financiers. Mais cette restructuration ne doit pas se faire comme pour la Grèce, à l'initiative, et dans le seul intérêt des créanciers, mais comme les expériences d'Equateur et d'Argentine l'ont montré, à l'initiative des débiteurs, mettant au pied du mur des marchés financiers prédateurs.

-Quelles seraient les modalités d'une telle restructuration de la dette publique ?

Réponse : C'est évidemment en lien avec le combat pour un autre rôle de la BCE, et un accès direct, comme cela se fait ailleurs dans le monde, des Etats à un financement auprès de la Banque Centrale. Au contraire, aujourd'hui celle-ci alimente les marchés financiers en ressources quasi gratuites (1000 milliards d'euros ces derniers six mois !) , marchés qui prêtent ensuite plus chers aux Etats et spéculent.

Cet accès direct, permettrait de cantonner la dette antérieure, et de renégocier en position de force vis-à-vis des marchés. A noter, pour celles et ceux qui objectent que l'article 123 du traité de Lisbonne s'y oppose, et qu'il faudrait attendre une renégociation achevée des traités... que la BCE pourrait tout de suite prêter à une banque publique, ou à pôle public du crédit, qui lui-même prêterait ensuite à l'Etat. Cette disposition permettrait de faire face à la question de la période

transitoire. On le voit, là encore, les obstacles à une solution positive aux problèmes ne sont pas techniques, mais relèvent du combat et d'un rapport de force politique.

2) « Pacte budgétaire »

-Ratifierez-vous le « Pacte budgétaire » ou Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire lors du vote à l'Assemblée nationale qui doit avoir lieu avant la fin de l'année 2012 ?

Réponse : Non, en cohérence avec les votes des élu-e-s Front de gauche au Parlement Européen et à l'Assemblée Nationale et au Sénat sur le MES. Et les propositions actuelles visant à simplement le compléter par des mesures de relance sont largement illusoires.

-Êtes-vous favorable à l'organisation d'un vaste débat démocratique sur cette question qui engage l'avenir de l'Europe et de l'Euro ?

Réponse : Oui, il n'y aura pas de refondation démocratique de l'Union Européenne sans irruption des peuples dans le débat.

-Quelles seraient les modalités d'un tel débat démocratique ?

Réponse : le Front de gauche propose la tenue d'un référendum sur un nouveau traité européen, cette exigence de référendum est évidemment valable pour le TSCG actuel, même renégocié ou complété.

3) Sortir du piège de la dette publique

-Quelles mesures envisagez-vous de proposer ou de soutenir pour sortir la France et l'Europe de la mainmise des marchés financiers ?

-Quelles mesures envisagez-vous de proposer ou de soutenir pour redonner des marges de manœuvre aux finances publiques de la France ?

Réponse : Dans « l'Humain d'abord », le Front de gauche propose de tourner la page des politiques d'austérité, ce qui suppose déjà une réorientation de la répartition primaire des revenus (dès l'entreprise, avant redistribution) entre le travail et le capital.

Contrairement aux allégations des partisans de l'austérité, il ne s'agit pas tant de dépenser de l'argent qui n'existe pas, mais de modifier la répartition et l'utilisation de ressources et de richesses qui existent à tous les niveaux de la société.

Sur le plan intérieur, une réforme fiscale non seulement sur l'impôt des personnes physiques mais aussi sur celui des personnes morales (sociétés, SCI, ...), une planification écologique, une réinvention et une extension des services publics et des activités non marchandes, concevoir le progrès social comme un atout et non d'abord comme un coût, la mise en place d'un pôle public du crédit,sont des orientations essentielles. Mais l'ensemble ne peut voir le jour sans une extension de la démocratie, y compris à l'entreprise par des droits nouveaux d'intervention dans la gestion des salariés, et par le développement de formes nouvelles d'activités économiques (Economie sociale et solidaire).

Sur le plan européen, nous voulons que la France joue un rôle actif en Europe pour porter des alternatives à la globalisation financière. Cela implique un mouvement de désobéissance à certaines directives actuelles de la « concurrence libre et non faussée », la bataille pour un autre rôle de la BCE et de la création monétaire, une transformation de l'euro, une lutte réelle contre les paradis fiscaux, (ne serait ce que d'interdire effectivement aux banques françaises puis de la zone euro d'y avoir des filiales !).

Les chapitres 1, 2, et 7 de notre programme « l'Humain d'abord » détaillent ces orientations.

Cela invite à ne pas se satisfaire des propositions actuellement en discussion pour une « relance de la croissance ». Outre la question centrale du contenu social et écologique de celle-ci, les moyens proposés n'émancipent pas de la tutelle des grands groupes et des marchés financiers (qu'ils s'agissent des « eurobons », toujours empruntés aux mêmes marchés, ou des investissements européens qui généraliseraient les partenariats publics privés, dont nous voyons déjà en France la nocivité comme celui du grand stade à Nice.